

Victoire de la corruption? Les Tunisiens insatisfaits des efforts anti-corruption du gouvernement

Dépêche No. 247, Afrobaromètre | Youssef Meddeb

Sommaire

L'indignation publique face à la corruption était l'une des principales causes de la vague de protestations de 2010-2011 qui a conduit au renversement du président tunisien, Zine el-Abidine Ben Ali. Un jour seulement après le départ de Ben Ali, le gouvernement provisoire a mis en place une Commission Nationale d'Investigation sur les Affaires de Corruption et de Malversation (Yerkes & Muasher, 2017). Des lois et autres mécanismes ont été adoptés en vue d'endiguer la corruption, y compris la Constitution de 2014, qui entend s'attaquer à la mauvaise gouvernance et la corruption; le fondement au gouvernement du Premier Ministre Youssef Chahed, dont la lutte contre la corruption constitue la troisième priorité; ainsi qu'une loi visant à protéger les dénonciateurs.

Cependant, un rapport de la Commission Nationale d'Investigation sur les Affaires de Corruption et de Malversation a révélé en novembre 2011 que le niveau de corruption était plus important à plusieurs niveaux au sein des institutions étatiques et de la société (Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption, 2016). Les rapports et études nationaux et internationaux confirment les révélations de la commission. L'Indice de Perceptions de la Corruption 2017 classe la Tunisie à la 74^e place sur 180 pays, un changement imperceptible par rapport à la 73^e position de 2011 (Transparency International, 2018).

Les résultats d'enquête d'Afrobarometer peignent un tableau semblable. Les citoyens tunisiens affirment que la corruption continue de gagner du terrain, et la considèrent troisième problème le plus important auquel le gouvernement devrait s'attaquer. Toutefois, pour une grande majorité de Tunisiens, le gouvernement est peu performant dans sa lutte contre la corruption.

Enquête d'Afrobaromètre

Afrobaromètre est un réseau de recherches panafricain et indépendant qui conduit des enquêtes sur les attitudes du public envers la démocratie, la gouvernance, les conditions économiques, et des questions connexes dans les pays d'Afrique. Six rounds d'enquêtes ont été conduits dans 37 pays entre 1999 et 2015, et les enquêtes au titre du Round 7 se déroulent en 2018. Afrobaromètre réalise des entretiens face-à-face dans la langue choisie par le répondant avec des échantillons représentatifs nationaux.

L'équipe d'Afrobaromètre en Tunisie, menée par One to One for Research and Polling, s'est entretenue avec 1.200 adultes tunisiens en avril-mai 2018. Un échantillon de cette taille produit des résultats d'ordre national avec une marge d'erreur de +/-3 points de pourcentage à un niveau de confiance de 95%. Des enquêtes ont été précédemment menées en Tunisie en 2013 et 2015.

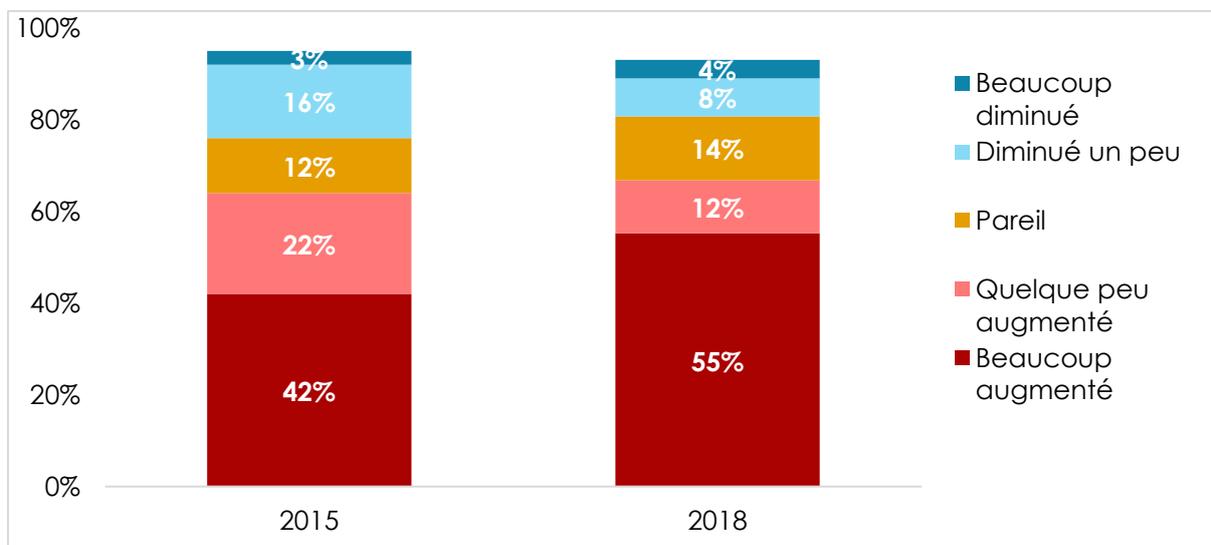
Résultats clés

- Deux-tiers (67%) des Tunisiens affirment que la corruption s'est accrue « quelque peu » ou « beaucoup » durant l'année écoulée – marquant un défaut d'amélioration dans la perception des citoyens par rapport à 2015 (64%).
- La corruption se classe troisième parmi les problèmes les plus importants auxquels les citoyens voudraient que le gouvernement s'attaque.
- Pour la majorité des Tunisiens (64%), la performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption est médiocre. Les appréciations par les citoyens de ces efforts sont demeurées critiques depuis 2013 (67%).
- Les fonctionnaires gouvernementaux et les parlementaires sont perçus comme étant les plus corrompus. Trois Tunisiens sur 10 affirment que « tous » ou « la plupart » des fonctionnaires gouvernementaux (31%) et parlementaires (30%) sont corrompus. Les juges et chefs coutumiers sont classés comme les moins corrompus: 16% des répondants affirment que « tous » ou « la plupart » sont corrompus.
- La perception de la corruption au sein du Parlement et de la Présidence s'est accrue de 13 et 7 points de pourcentage, respectivement, par rapport à 2015.
- Quand bien même la majorité des Tunisiens pensent que les citoyens ordinaires peuvent contribuer à la lutte contre la corruption, 61% affirment que les gens risquent des représailles lorsqu'ils signalent des actes de corruption.
- Les Tunisiens sont divisés quant à savoir si les autorités réagiraient s'ils signalaient des actes corrompus.

Le niveau de corruption croit-il en Tunisie?

Deux-tiers (67%) des Tunisiens affirment que les niveaux globaux de corruption dans le pays se sont « légèrement » ou « beaucoup » accrus durant l'année précédant l'aperçu. Quand bien même cette appréciation est semblable aux perceptions affichées durant l'enquête 2015 d'Afrobaromètre (64%), la proportion des citoyens qui affirment que les niveaux de corruption ont « beaucoup » augmenté est passée de 42% en 2015 à 55% en 2018, marquant un accroissement de 13 points de pourcentage en trois ans (Figure 1).

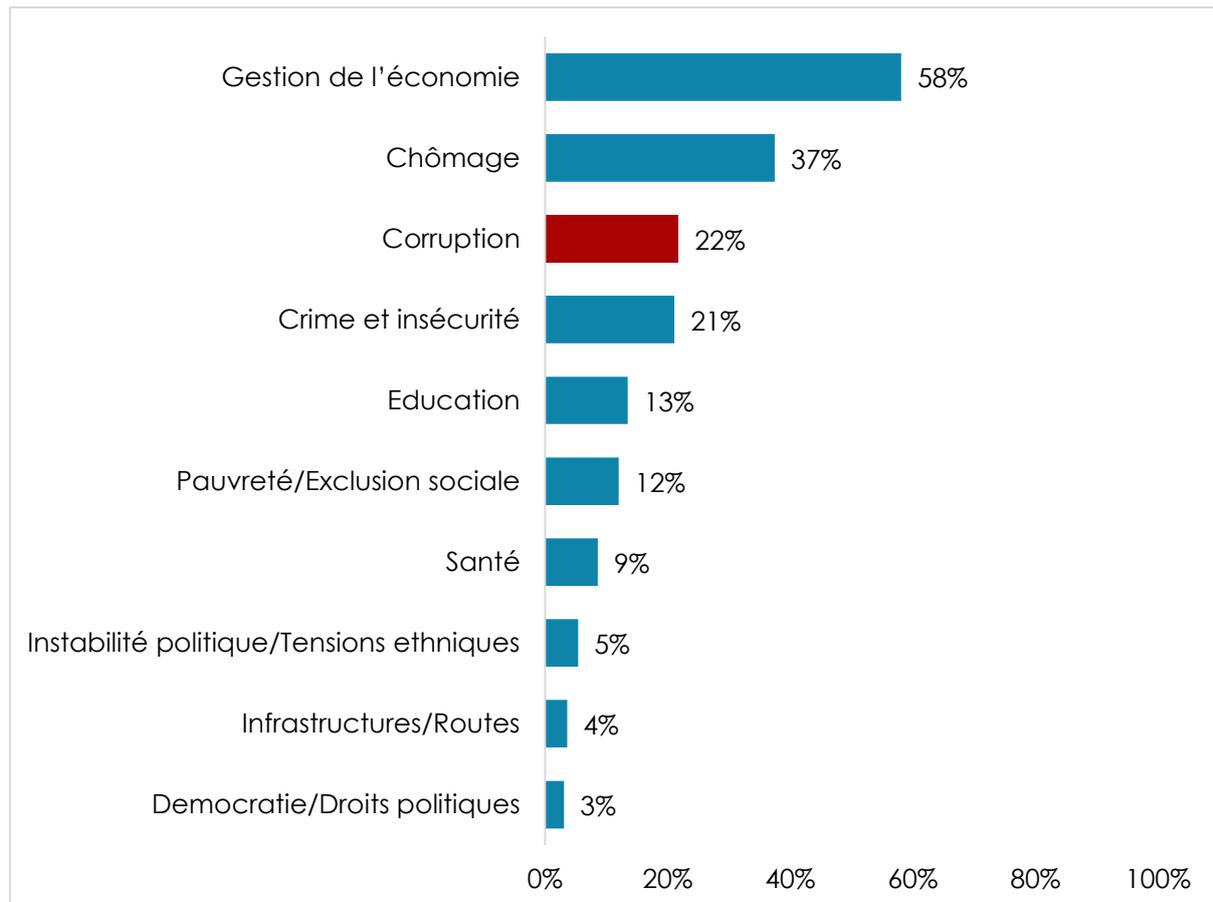
Figure 1: Perception du niveau de corruption | Tunisie | 2015-2018



Question posée aux répondants: A votre avis, le niveau de la corruption a-t-il augmenté, diminué ou est-il resté pareil dans ce pays pendant l'année écoulée?

Afin de comprendre les préoccupations des citoyens, Afrobaromètre demande aux répondants quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays se trouve confronté et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer. Parmi les Tunisiens, la corruption, mentionnée par 22% des répondants parmi leurs trois premières priorités, se classe en troisième place, derrière la gestion de l'économie (58%) et le chômage (37%) (Figure 2).

Figure 2: Problèmes les plus importants auxquels le gouvernement devrait s'attaquer
 | Tunisie | 2018



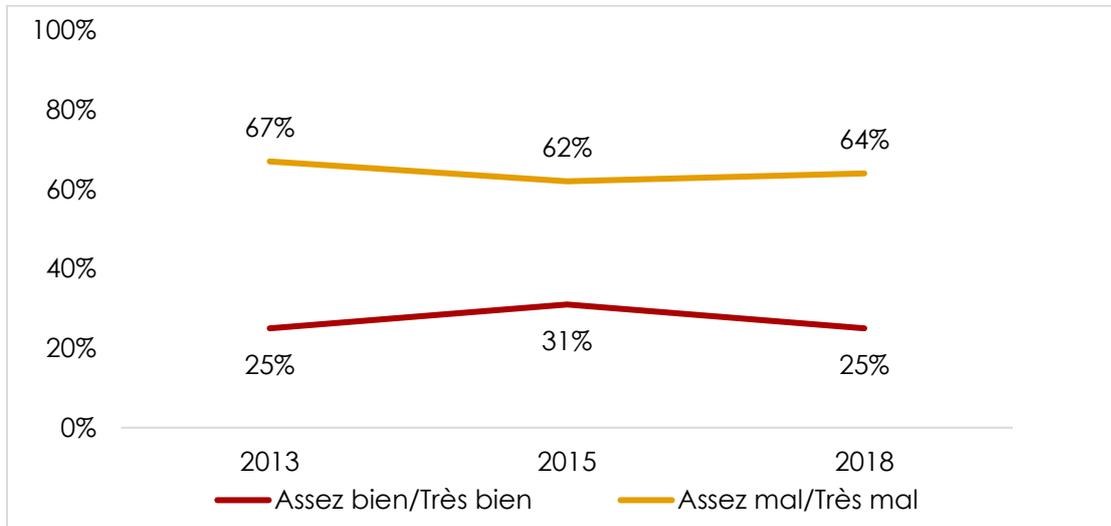
Question posée aux répondants: A votre avis, quels sont les problèmes les plus importants auxquels le pays fait face et auxquels le gouvernement devrait s'attaquer? (Jusqu'à trois réponses par personne)

Appréciation par les citoyens des efforts anti-corruption du gouvernement

En 2017, Chahed a déclaré la « guerre » à la corruption. Ceci a fait suite à une série d'arrestations et d'enquêtes visant des hommes d'affaires, des politiciens, la police, et des douaniers. Pourtant l'enquête d'Afrobaromètre révèle qu'environ deux-tiers (64%) des Tunisiens affirment que le gouvernement n'arrive à mener le combat contre la corruption que « assez mal » ou « très mal » (Figure 3). Un répondant sur quatre seulement affirment que le gouvernement s'en sort assez ou très bien. Cette appréciation a peu varié depuis 2013 (67% assez/très mal).

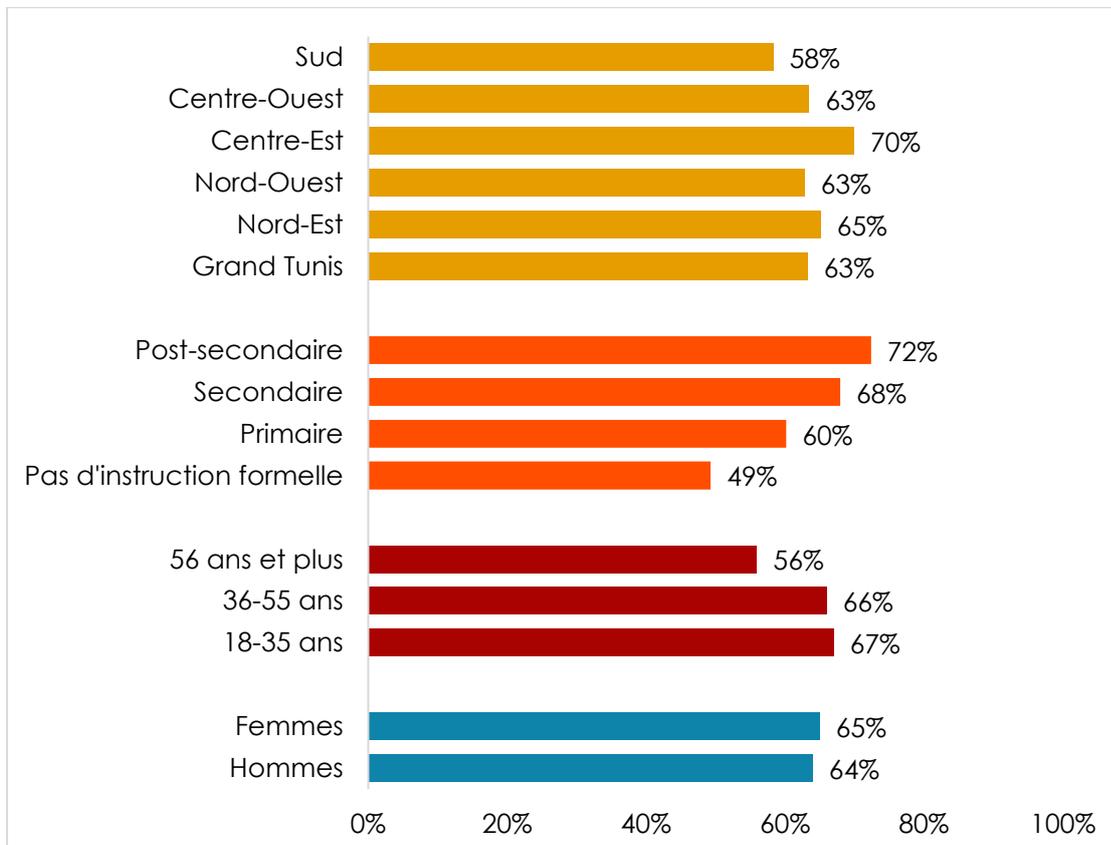
La perception que le gouvernement est peu performant dans sa lutte contre la corruption est la plus élevée parmi les citoyens les plus jeunes, ceux qui ont eu une éducation post-secondaire, et les habitants de la région Centre-Est (Figure 4).

Figure 3: Performance du gouvernement dans la lutte contre la corruption | Tunisie
 | 2013-2018



Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption?

Figure 4: Gouvernement peu performant dans la lutte contre la corruption | par groupe socio-démographique | Tunisie | 2018



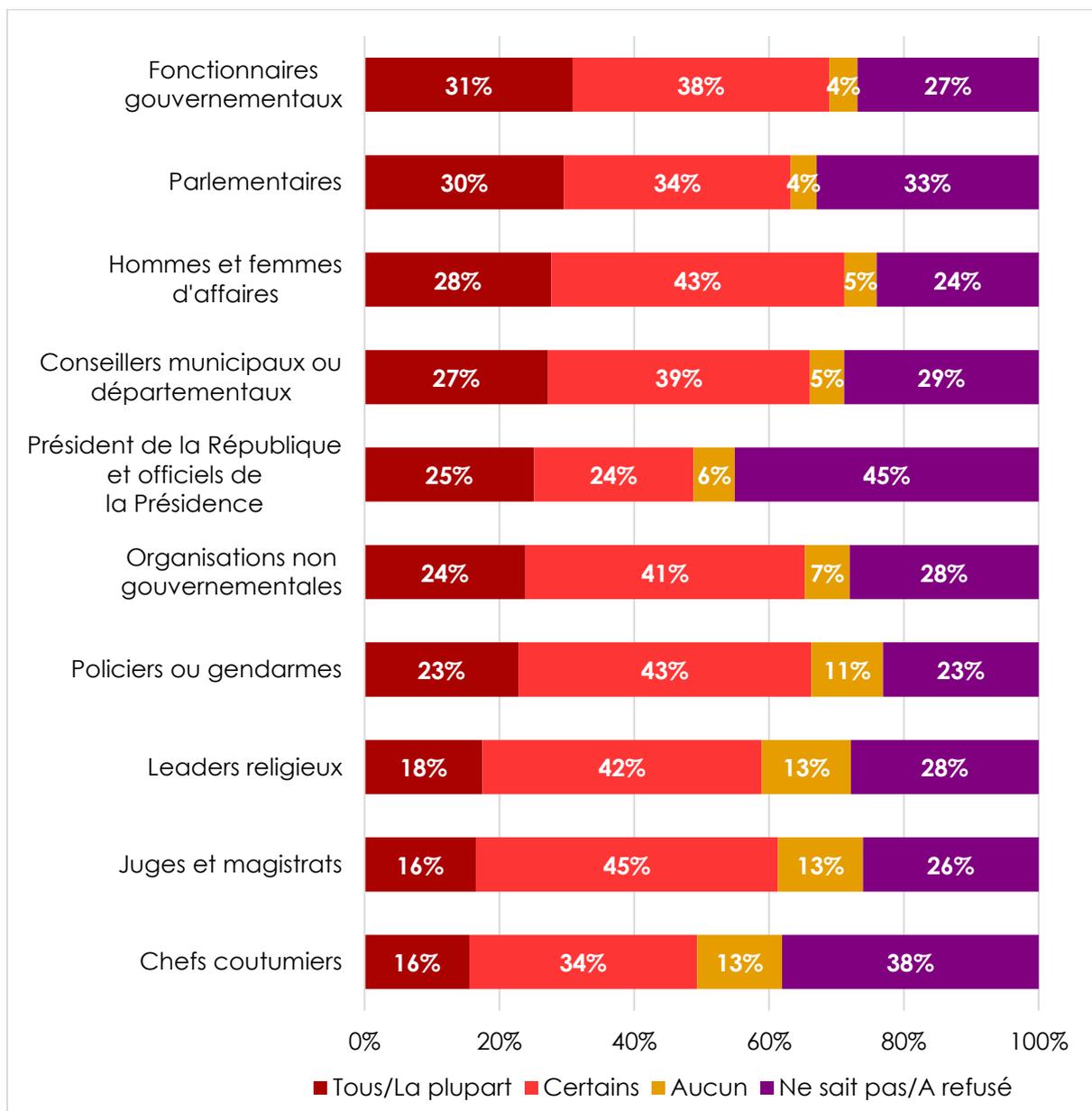
Question posée aux répondants: Qualifier la manière, bonne ou mauvaise, dont le gouvernement actuel répond aux préoccupations suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler pour vous prononcer: Lutte contre la corruption? (% qui répondent « assez mal » ou « très mal »)

Qui est corrompu?

Parmi les principales autorités publiques, les fonctionnaires gouvernementaux et les parlementaires sont le plus perçus comme corrompus. Trois Tunisiens sur 10 affirment que « tous » ou « la plupart » des fonctionnaires (31%) et des parlementaires (30%) sont corrompus (Figure 5). Les juges (16%) et les chefs coutumiers (16%) sont moins fréquemment perçus comme corrompus. De grandes proportions de la population – jusqu'à 45% de l'échantillon dans le cas du président – affirment ne pas savoir ou ne pas vouloir répondre à la question.

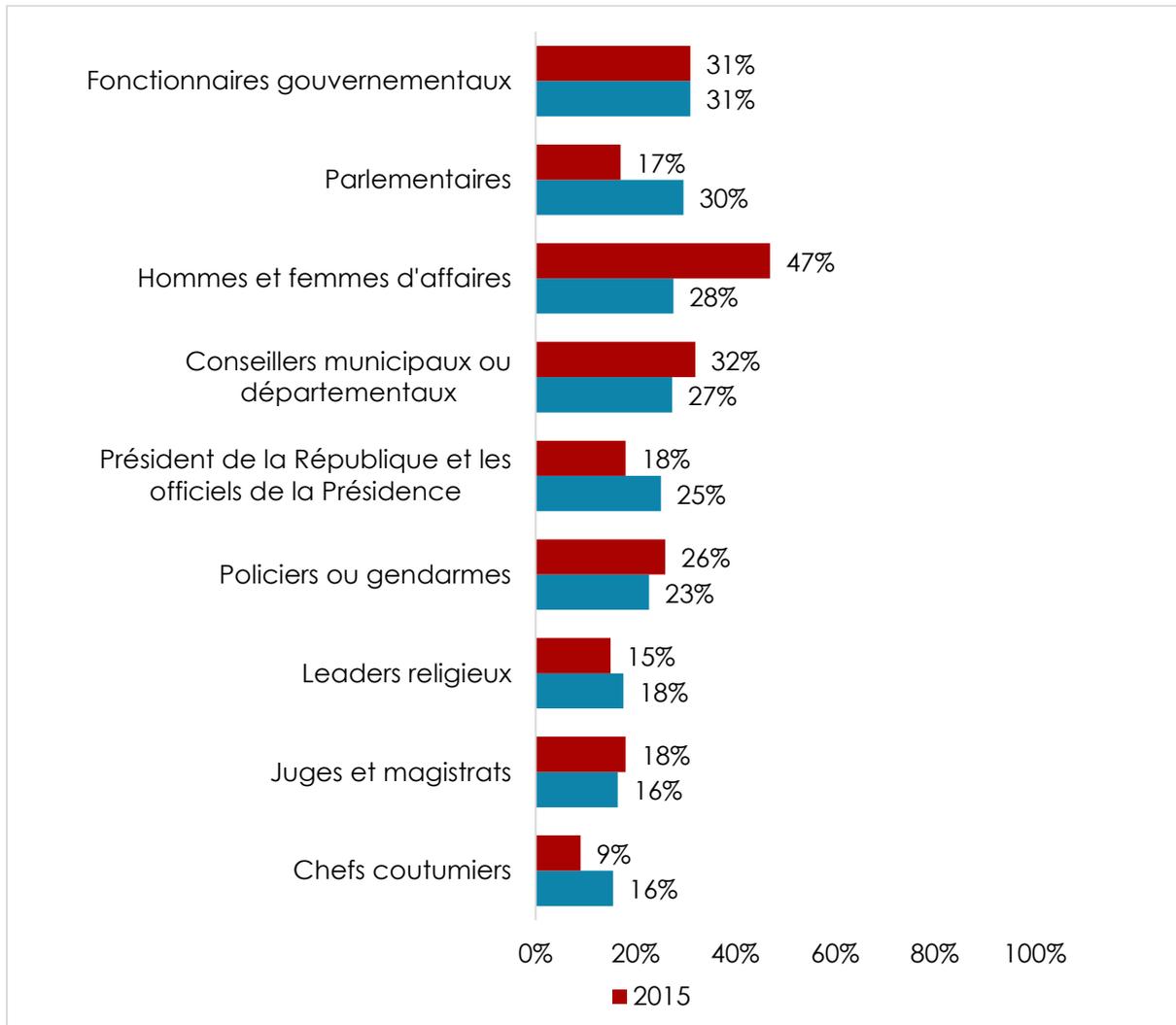
La corruption perçue à la Présidence et au Parlement s'est considérablement accrue par rapport à 2013 et 2015, tandis que la corruption perçue parmi les hommes et femmes d'affaires (28%) a diminué par rapport à 2015 (47%) (Figure 6).

Figure 5: Qui est corrompu? | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion?

Figure 6: Qui est corrompu? | Tunisie | 2015-2018



Question posée aux répondants: Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion? (% qui répondent que « la plupart » ou « tous » sont corrompus)

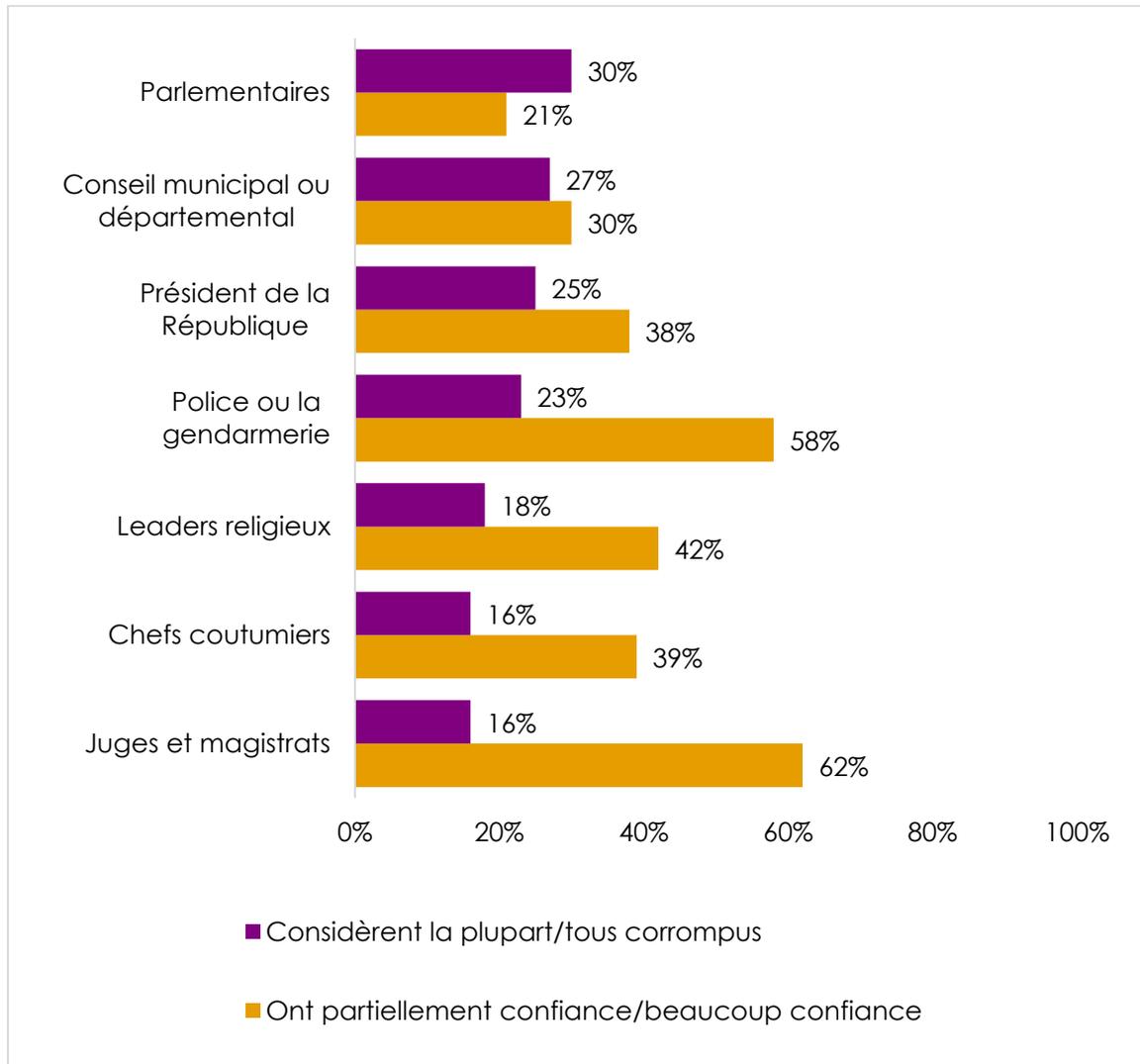
Des analyses provenant de plusieurs continents ont révélé qu'il y a un lien entre la corruption et la confiance envers les institutions. A travers une analyse de 12 pays africains, Armah-Attoh, Gyimah-Boadi, et Chikwanha (2007, page 1) démontrent que la « corruption est un obstacle majeur, sinon le plus grand obstacle, au développement de la confiance populaire envers les institutions étatiques et les processus électoraux ».

Faites vos propres analyses des données d'Afrobaromètre – quels que soient la problématique, le pays et le Round d'enquêtes. C'est facile et gratuit à l'adresse www.afrobarometer.org/online-data-analysis.

Les données tunisiennes d'Afrobaromètre révèlent qu'à mesure que le niveau perçu de corruption augmente, la confiance envers les institutions diminue. Les trois institutions les plus généralement perçues comme

corrompues – le Parlement, les conseils communaux/départementaux, et la Présidence – inspirent également le moins confiance (Figure 7).

Figure 7: Corruption perçue et confiance envers les institutions | Tunisie | 2018



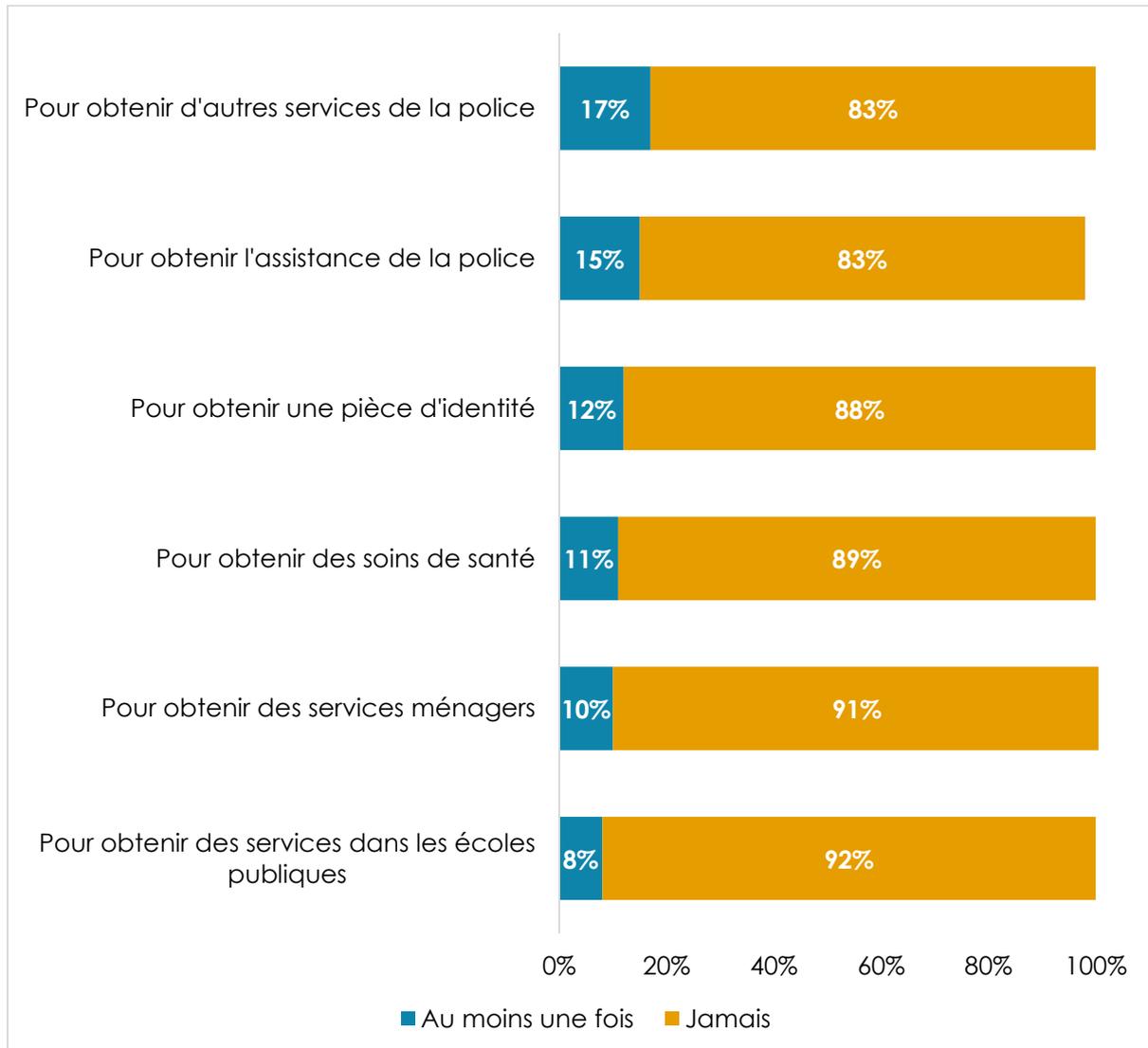
Question posée aux répondants:

- A quel point faites-vous confiance à chacune des institutions suivantes, ou n'en avez-vous pas suffisamment entendu parler?
- Selon vous, combien des personnes suivantes sont impliquées dans des affaires de corruption, ou n'en avez-vous pas assez entendu pour donner votre opinion?

Expérience des citoyens et leur rôle dans la lutte contre la corruption

Afrobaromètre demande aux citoyens s'ils avaient été en contact avec certains services publics durant l'année précédente et, le cas échéant, s'ils ont dû verser des pots-de-vin, offrir un cadeau, ou faire une faveur pour obtenir les services dont ils avaient besoin. Parmi les répondants qui avaient été en contact avec ces services publics au cours de l'année précédente, la police s'avère être l'institution que les citoyens avouent le plus fréquemment avoir corrompu. Presque deux sur 10 affirment avoir versé des pots-de-vin au moins une fois, pendant l'année écoulée, afin d'éviter des problèmes avec la police (17%) ou d'obtenir l'assistance de la police (15%) (Figure 8). Un sur 10 affirment avoir versé des pots-de-vin au moins une fois afin d'obtenir des pièces d'identité du gouvernement (12%); des soins médicaux dans un service de santé publique (11%); des services hydriques, d'assainissement, ou électriques du gouvernement (10%); ou des services d'une école publique (8%).

Figure 8: Versement de pots-de-vin en vue d'obtenir des services | Tunisie | 2018



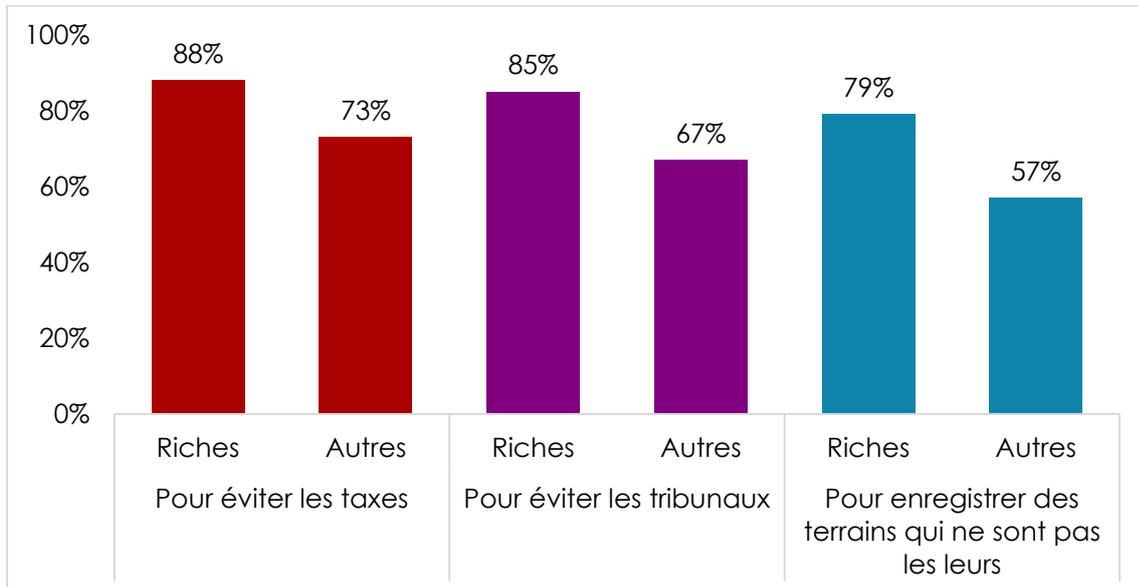
Questions posées aux répondants qui affirment avoir eu affaire à certains services publics durant l'année écoulée: Et combien de fois, le cas échéant, avez-vous dû verser des pots-de-vin, faire un cadeau ou une faveur:

- A un enseignant ou dirigeant d'école afin d'obtenir ce dont vous aviez besoin de ces écoles?
- A un agent de santé ou un employé de la clinique ou de l'hôpital afin d'obtenir les soins médicaux dont vous aviez besoin?
- A un agent du gouvernement afin d'obtenir le document dont vous aviez besoin?
- A un agent du gouvernement afin d'obtenir les services dont vous aviez besoin?
- A un agent de police afin d'obtenir l'assistance dont vous aviez besoin?
- A un agent de police afin d'éviter des difficultés lors de ce genre de rencontre?

(Note: Cette figure n'inclut pas les répondants qui ont affirmé n'avoir eu aucun contact avec ces services publics durant l'année précédente.)

Une grande majorité des Tunisiens affirment qu'aussi bien les riches que les personnes lambda pourraient verser des pots-de-vin ou se servir de leurs relations personnelles pour se soustraire aux impôts, éviter d'aller devant les tribunaux, ou enregistrer des terrains qui ne leur appartiennent pas (Figure 9). Les riches sont perçus comme plus susceptibles que les personnes lambda de pouvoir procéder ainsi.

Figure 9: Versement de pots-de-vin par les riches et par les gens ordinaires | Tunisie | 2018



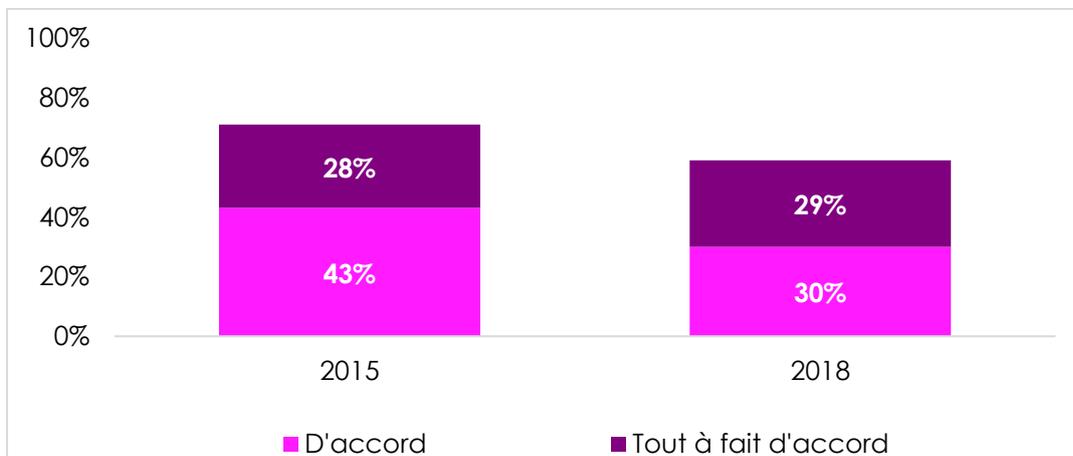
Question posée aux répondants: Dans ce pays, quelle est la probabilité qu'une personne aisée ou une personne ordinaire puisse donner des pots-de-vin ou se servir de ses contacts personnels pour:

- Éviter de s'acquitter des taxes à lui imposées par le gouvernement?
- Éviter de se présenter devant les tribunaux?
- Faire enregistrer en son nom une parcelle de terrain qui ne lui appartient pas?

(% qui répondent « quelque peu probable » ou « très probable »)

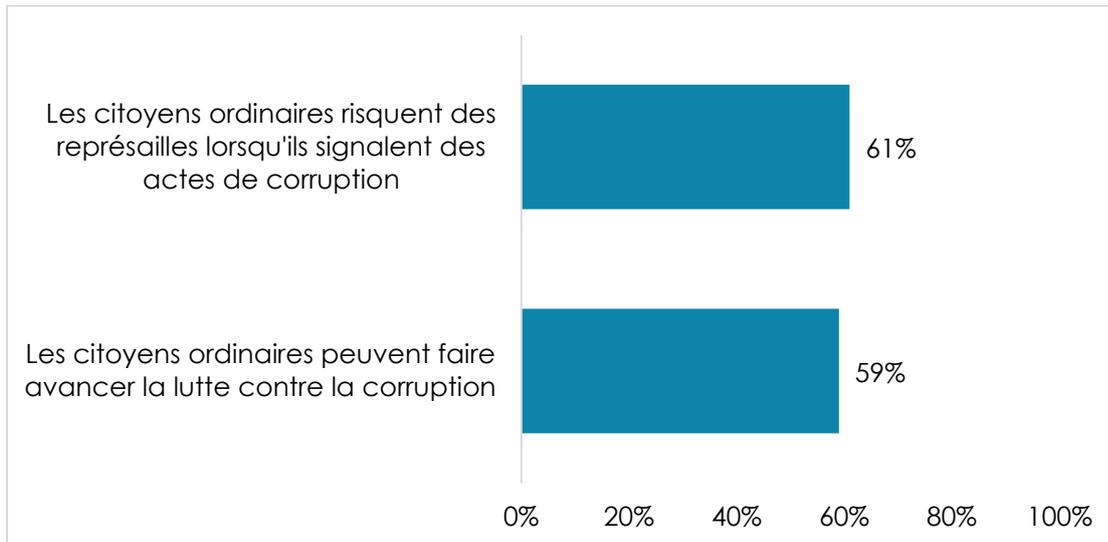
Les défenseurs arguent qu'il n'y a aucun moyen de mettre fin à la corruption sans la participation et l'engagement des citoyens (GIZ, 2017; Lashin, 2014; Transparency International, 2016; Banque Mondiale, 2015). Six Tunisiens sur 10 (59%) sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord » pour dire que les citoyens ordinaires peuvent contribuer efficacement à la lutte contre la corruption (Figure 10). Cette proportion a cependant diminué par rapport à 2015 (71%). Par ailleurs, des proportions similaires (61%) affirment que les gens risquent de subir des représailles ou d'autres conséquences négatives en signalant des actes de corruption (Figure 11).

Figure 10: Rôle des citoyens dans la lutte contre la corruption | Tunisie | 2015-2018



Question posée aux répondants: Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec cette affirmation: Les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption?

Figure 11: Les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption – mais risquent des représailles | Tunisie | 2018

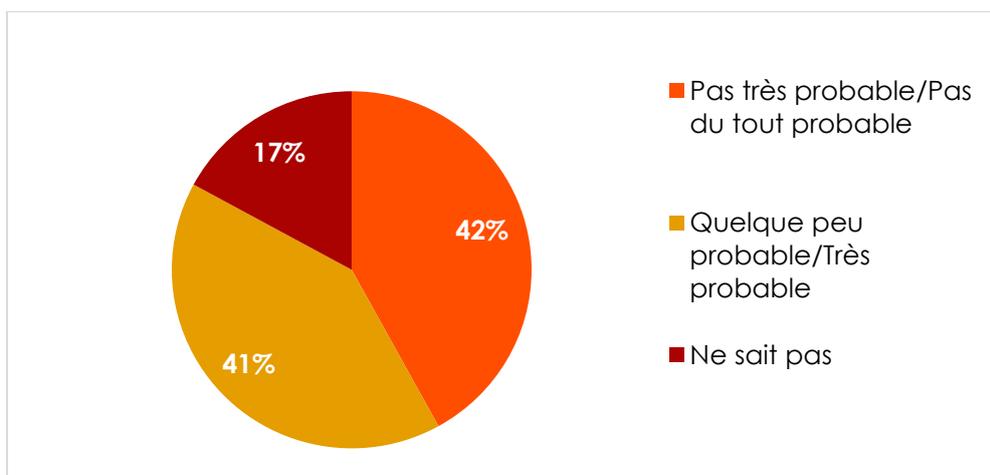


Question posée aux répondants:

- Veuillez me dire si vous êtes d'accord ou en désaccord avec cette affirmation: Les citoyens ordinaires peuvent faire avancer la lutte contre la corruption? (% qui sont « d'accord » ou « tout à fait d'accord »)
- Dans ce pays, les citoyens ordinaires peuvent-ils signaler les actes de corruption sans peur, ou risquent-ils des représailles ou d'autres conséquences négatives quand ils parlent? (% qui affirment encourir des conséquences négatives)

Les Tunisiens sont divisés quant à savoir s'ils pourraient obtenir que les autorités agissent en se rendant au siège de leur conseil communal pour signaler des actes de corruption. Quatre sur 10 (41%) affirment qu'il est « quelque peu probable » ou « très probable » qu'ils obtiennent une réaction, mais à peu près la même proportion (42%) pensent que cela n'est « pas très probable » ou « pas du tout probable » (Figure 12).

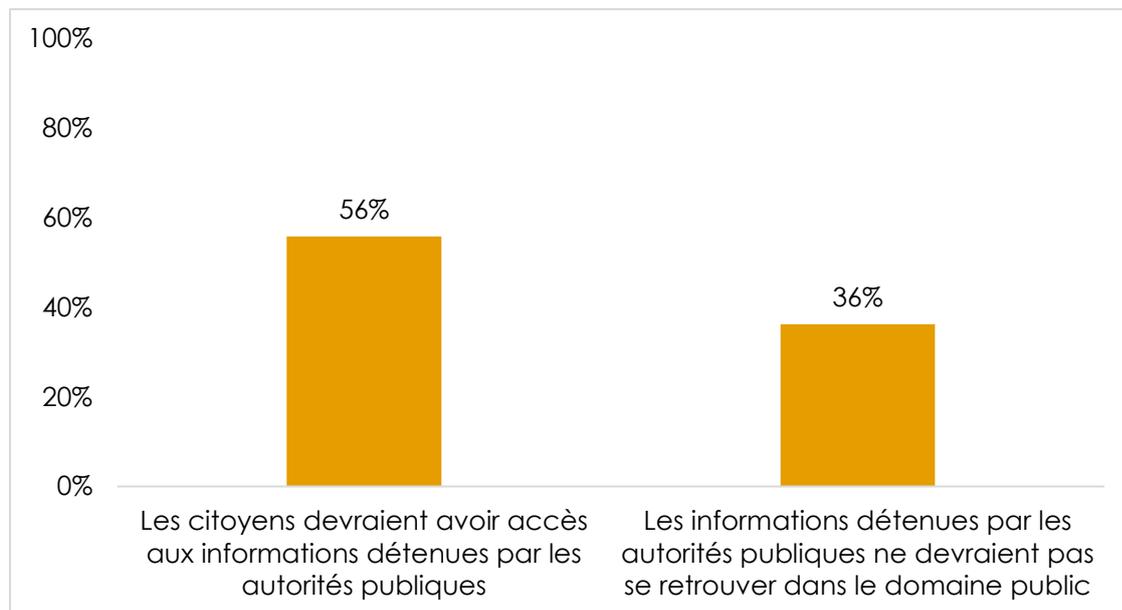
Figure 12: Les autorités réagiraient-elles si un cas de corruption leur était signalé? | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Quelle est la probabilité que vous arriviez à faire réagir quelqu'un si vous alliez au siège du conseil communal pour signaler un acte de corruption tel que le mauvais usage des fonds ou la réclamation de pots-de-vin par des agents du gouvernement ou de la police ou le personnel d'appui dans les écoles ou les hôpitaux?

Selon le portail Anti-Corruption pour le Développement du Programme des Nations Unies pour le Développement (2016), la « transparence et la responsabilité sociale sont des éléments majeurs de la lutte contre la corruption ». Afrobaromètre a demandé aux citoyens s'ils sont d'accord ou non avec l'idée selon laquelle les informations détenues par les services publics sont seulement à l'usage des autorités gouvernementales et ne devrait pas se retrouver dans le domaine public. La majorité (56%) des Tunisiens sont en désaccord, supportant l'accès des citoyens aux informations détenues par les services publics. Cependant, un tiers (36%) environ sont d'accord pour limiter l'accès à de telles informations aux autorités gouvernementales (Figure 13).

Figure 13: Les citoyens devraient-ils avoir accès aux informations publiques?
 | Tunisie | 2018



Question posée aux répondants: Pour chacune des affirmations suivantes, veuillez me dire si vous êtes d'accord ou non: Les informations détenues par les autorités publiques sont à l'usage exclusif des agents du gouvernement; elles ne devraient pas se retrouver dans le domaine public.

Conclusion

La majorité des Tunisiens affirment que le niveau de corruption dans le pays a augmenté durant l'année écoulée, et ils accordent une mauvaise note au gouvernement par relation à leurs efforts anti-corruption en dépit de ses promesses et des séries d'arrestations et de poursuites lancées contre les fonctionnaires corrompus. Les trois institutions les plus généralement perçues comme corrompus – le Parlement, les conseils communaux/départementaux, et la Présidence – inspirent également le moins confiance.

Quand bien même la majorité des Tunisiens affirment que les citoyens ordinaires peuvent contribuer efficacement à la lutte contre la corruption, l'enquête a observé que beaucoup moins de gens le pensent aujourd'hui qu'en 2015. Par ailleurs, la majorité des Tunisiens affirment risquer des représailles lorsqu'ils signalent des actes de corruption, et beaucoup de Tunisiens doutent que les autorités agissent en prenant connaissance de ces cas.

Ces conclusions soulèvent des questions quant à l'adéquation et la connaissance par le public des mesures anti-corruption du gouvernement, et suggèrent que d'autres efforts sont nécessaires pour établir la confiance populaire envers les institutions et inciter les citoyens à s'associer à la lutte contre la corruption.

Références

- Anti-Corruption pour le Développement. (2016). Anti-corruption and human rights. Programme des Nations Unies pour le Développement. <http://www.anti-corruption.org/?s=Anti-Corruption+and+Human+Rights>.
- Armah-Attoh, D., Gyimah-Boadi, E., & Chikwanha, A. B. (2007). Corruption and institutional trust in Africa: Implications for democratic development. Afrobarometer Working Paper No. 81. <http://afrobarometer.org/sites/default/files/publications/Working%20paper/AfropaperNo81.pdf>.
- Banque Mondiale. (2015). Here are 10 ways to fight corruption. <http://blogs.worldbank.org/governance/here-are-10-ways-fight-corruption>.
- GIZ. (2017). Preventing and fighting corruption in Tunisia. Agence allemande de coopération internationale au développement. <https://www.giz.de/en/worldwide/57464.html>.
- Lashin, A. (2014). Citizens are key in the fight against corruption <http://blogs.worldbank.org/arabvoices/citizens-are-key-fight-against-corruption>
- Stratégie Nationale de Bonne Gouvernance et de Lutte contre la Corruption 2016-2020. (2016). http://www.undp-aciad.org/publications/ac/compendium/tunisia/%D8%AA%D9%88%D9%86%D8%B3_2016-2020.pdf.
- Transparency International. (2016). How to stop corruption: 5 key ingredients. https://www.transparency.org/news/feature/how_to_stop_corruption_5_key_ingredients.
- Transparency International. (2018). Corruption perceptions index 2017. https://www.transparency.org/news/feature/corruption_perceptions_index_2017.
- Yerkes, S., & Muasher, M. (2017). Tunisia's corruption contagion: A transition at risk. Carnegie Endowment for International Peace. <https://carnegieendowment.org/2017/10/25/tunisia-s-corruption-contagion-transition-at-risk-pub-73522>.

Youssef Meddeb est le directeur général de One to One for Research and Polling, le partenaire national d'Afrobaromètre en Tunisie. Email: youssef.meddeb@121polling.com.

Afrobaromètre est produit collectivement par les sociologues de plus de 30 pays Africains. La coordination est assurée par le centre pour le développement démocratique (CDD) au Ghana, l'institut pour la justice et la réconciliation (IJR) en Afrique du Sud, l'institut des études en développement (IDS) de l'université de Nairobi au Kenya, et l'institut pour la recherche empirique en économie politique (IREEP) au Bénin. L'université d'Etat du Michigan (MSU) et l'université du Cap (UCT) apportent un appui technique au réseau.

Le 7^{ème} Round d'Afrobaromètre a bénéficié du soutien financier de l'Agence suédoise de coopération pour le développement international (SIDA), de la Fondation Mo Ibrahim, des Open Society Foundations, de la Fondation Bill & Melinda Gates, de la Fondation William & Flora Hewlett, du Département d'Etat Américain, de l'agence Américaine pour le développement international (USAID) à travers l'Institut Américain pour la promotion de la paix, de la Fondation nationale pour la démocratie (National Endowment for Democracy), et de Transparency International.

Les dons permettent au projet Afrobaromètre de donner une voix aux citoyens Africains. Veuillez penser à faire une contribution (à www.afrobarometer.org) ou contacter Felix Biga (felixbiga@afrobarometer.org) pour discuter d'un éventuel financement institutionnel.

Pour plus d'informations, veuillez visiter le www.afrobarometer.org.



Dépêche d'Afrobaromètre No. 247 | 29 octobre 2018